

**Monsieur le secrétaire général de l'Internationale socialiste et
cher ami Luis Ayala,**

**Monsieur le Président du comité Afrique de l'Internationale
socialiste, Ousmane Tanor Dieng,**

**Monsieur le Premier Secrétaire du Parti socialiste de France,
Harlem Désir**

**Mesdames et Messieurs les représentants des partis membres
de l'I. S.,**

**Messieurs les représentants des partis politiques membres de
la MRN,**

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Camarades militants du PNDS- Tarayya

C'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole au nom du **Comité
exécutif national du PNDS-Tarayya** et des militants du parti pour souhaiter
la bienvenue à l'ensemble des camarades des partis socialistes d'Afrique et
d'Europe qui nous ont fait la gentillesse de venir à Niamey en vue de prendre
part à cette réunion importante de notre organisation commune sur le Mali.

J'en suis d'autant plus heureux qu'il s'agit là du troisième **Comité Afrique de
l'I.S.** que nous tenons à Niamey mais dont la spécificité par rapport à ceux
tenus en 2001 et 2006 est d'avoir lieu à un moment où notre parti est au
pouvoir. Qu'il me soit permis de remercier l'ensemble des partis de notre
internationale qui nous ont assuré de leur soutien constant pendant toutes les

années de notre combat en tant que parti d'opposition. Je voudrais tout particulièrement remercier notre ami **Luis Ayala** qui a constamment été à nos côtés et qui nous a souvent répété qu'il compte beaucoup sur nous parce qu'il est convaincu qu'un jour nous réussirons. Notre rencontre comporte une autre spécificité, majeure s'il en est. C'est de nous consacrer de façon exclusive à réfléchir sur la situation grave que connaît le Mali dans l'optique d'amener l'Internationale socialiste à apporter sa contribution aux efforts de la communauté internationale. Si au Conseil de l'I.S. que nous avons tenu les 4 et 5 février dernier à Cascais au Portugal j'avais suggéré l'idée de cette réunion du Comité Afrique élargi aux partis socialistes des pays membres de l'Union européenne c'est parce que j'ai l'intime conviction qu'il s'agit là d'un cadre tout à fait approprié pour mener une réflexion féconde de nature à contribuer à dégager des pistes de solutions fécondes.

Je vois trois raisons au moins de nature à nous amener à croire que nous avons des atouts réels pour conduire une réflexion susceptible de déboucher sur des recommandations pertinentes. La première raison, c'est que nous avons comme membres de l'I.S. deux grands partis du Mali, à savoir **l'ADEMA** (Alliance démocratique du Mali) et **le RPM** (Rassemblement du peuple malien). Ces deux partis sont représentés respectivement par le camarade **Ibahima Ndiaye** Président par intérim de l'Adema et **Ibrahim Boubacar Keita**, président du RPM que je salue chaleureusement. Ces deux délégations nous éclaireront par les informations de terrain pour ainsi dire qu'elles nous fourniront ainsi que par leurs analyses d'autant plus

intéressantes qu'en l'occurrence **l'Adema** et le **RPM** appartiennent à des regroupements politiques différents.

Un des objectifs de notre rencontre doit viser à dégager une synthèse de nature à amener ces deux partis majeurs de l'échiquier politique malien à agir dans le même sens à partir d'une perception commune des enjeux et des défis auxquels fait face le pays. J'ai la faiblesse de penser que si ces deux partis conviennent avec nous d'un même bon diagnostic de la situation telle qu'elle prévaut aujourd'hui et s'engagent en conséquence à agir de concert dans le sens de la mise en œuvre des recommandations que nous ferons, le Mali sera en mesure d'évoluer positivement eu égard surtout à l'engagement unanime et déterminé de la communauté internationale en sa faveur.

Chers camarades, chers amis,

La deuxième raison qui fonde mes sentiments tient au fait que notre rencontre a lieu au Niger, qui est le pays qui partage avec le nord du Mali en plus d'une longue frontière, les mêmes communautés humaines, les mêmes réalités culturelles et un espace économique profondément intégré. Le Niger était pour cette raison le pays le plus exposé à la menace terroriste portée par les groupes criminels qui ont occupé ce territoire au cours de l'année 2012. C'est parce que nous savons cela que très tôt, notre gouvernement sous le leadership du **Président Issoufou**, a prévenu que la solution au problème du Mali était d'ordre avant tout militaire. En effet, sachant d'une part les méfaits de la criminalisation progressive de l'économie dans cet espace depuis près de deux décennies et d'autre part l'affaissement corrélatif de l'autorité de

l'Etat avec tous ses effets pervers en matière de gouvernance, nous ne pouvions nous tromper quant au sens réel du cours pris par les événements. Là où certains ont cru avoir affaire à des revendications strictement irrédentistes, plus ou moins justifiées, plus ou moins légitimes, telles que les laissent à penser les déclarations de certains des acteurs armés, nous, nous y avons avant tout perçu la manifestation de la déliquescence de l'Etat malien et la prééminence des organisations terroristes dans leur œuvre d'instrumentalisation de toutes les causes dont elles peuvent se servir. Comme voisin du Mali et très proche du théâtre des événements, nous avons très vite compris que le Mali faisait les frais des concessions indues faites par l'Etat aux différents mouvements des rebellions à travers **l'Accord de 1991**, **le Pacte national de 1992** et **l'Accord de 2006**. En effet, à travers ces différents Accords l'Etat s'est progressivement désengagé des régions du nord, laissant y prospérer une gouvernance devenue tributaire de la corruption et de la violence portées par les réseaux du trafic transnational de la drogue, de la cigarette, des armes et des personnes qui y a progressivement pris pied au fil des années. Ainsi le groupe terroriste AQMI (AlQaida au Maghreb islamique) a fini par s'installer confortablement dans les montagnes des Ifoghas et développer un laboratoire à ciel ouvert d'activités criminelles combinant des trafics divers et le kidnapping des ressortissants des pays occidentaux échangés contre des rançons particulièrement lucratives. Ces activités sues des autorités maliennes et tolérées par elles ont donné aux organisations terroristes, en particulier après la chute du régime du Colonel Qaddafi en Libye, la capacité de se doter d'un arsenal supérieur à celui de l'Etat et de le défier aisément. Il n'en fallait pas plus que

le coup d'Etat du capitaine Sanogo du 22 mars 2012 pour que, profitant de la déstructuration du peu qui restait de l'institution militaire, AQMI, ses satellites du Mujao et d'Ansar Addine et ses alliés circonstanciels du MNLA occupent en moins d'une semaine l'ensemble des trois régions du nord, sans pratiquement le moindre mort de part comme d'autre.

Le Niger connaissant parfaitement cette réalité et profondément conscient de la suprématie militaire, économique et idéologique d'AQMI sur tous les autres acteurs n'aurait jamais pu se tromper pour penser qu'il pouvait y avoir la moindre perspective de solution basée sur le dialogue et la négociation. Son appel insistant pour une intervention militaire internationale, loin de procéder d'une démarche arbitraire et gratuitement belliciste reposait sur une analyse lucide d'une réalité que nous connaissions de très près. Aujourd'hui encore nous pensons connaître la situation telle qu'elle résulte de l'intervention militaire française et africaine et demain, au cours de la conférence, nous ferons part de ce qu' à notre sens doivent être les actions à entreprendre pour que le Mali renoue définitivement avec son unité, assure la réconciliation entre tous ses fils pour envisager un avenir de démocratie, de paix et de bonne gouvernance. L'expérience de notre pays de la gestion des rébellions qui y ont prévalu pourrait à cet égard être d'une certaine utilité.

Chers camarades, chers amis,

Le troisième atout de notre rencontre consiste dans la participation des partis des pays de l'Union européenne membres de notre internationale. Dans cette

crise malienne, ma fonction de ministre des affaires étrangères m'a permis de découvrir combien l'Europe se sent proche du Sahel et m'a permis également d'apprécier la lucidité qui a caractérisé les analyses et les décisions des dirigeants européens. J'ai eu beaucoup de plaisir à travailler avec le service européen pour l'action extérieure(S.E.A.E) de l'Union européenne ainsi qu'avec les ministères des affaires étrangères de certains pays, dont la France. En effet les Européens m'ont paru être mus par les mêmes préoccupations sécuritaires que nous et n'ont pas, pour cela, perdu du temps pour chercher les nuances qui pourraient exister entre telle organisation terroriste et telle autre, dans le but de trouver parmi elles un improbable partenaire au Dialogue. J'apporte ce témoignage pour saluer l'action des pays membres de l'Union européenne et saluer notamment le rôle diplomatique éminent joué par la France au conseil de sécurité de l'Onu dans le vote des différentes résolutions qui ont permis l'action militaire actuellement en cours. A ce propos je voudrais rendre un hommage particulier à la France et au **Président François Hollande** pour la décision courageuse prise le 10 janvier 2013 d'engager une intervention militaire sans laquelle le Mali serait à ce jour sous la férule des organisations terroristes dont le projet était de faire de ce pays la base d'une grande entreprise de subversion internationale. Je suis très fier de savoir que ce sont nos camarades du parti socialiste à la tête d'un gouvernement de gauche qui ont été à la base de cette décision salvatrice, donnant de la France en Afrique une image aux antipodes des clichés généralement retenus au sujet d'une ancienne puissance coloniale. Les dirigeants africains ont unanimement apprécié les mobiles de cette

intervention et salué les délicats précautions diplomatiques prises par le Président français avant son enclenchement.

La présence de notre camarade **Harlem Désir**, Premier secrétaire du PS à notre rencontre est une marque supplémentaire de l'intérêt que nos amis français accordent à ce problème qui est le plus crucial auquel notre sous-région ait jamais eu à faire face. Je voudrais au nom des camarades africains et au nom des militants du **PNDS** vous exprimer, cher ami **Harlem Désir**, nos sentiments de profonde gratitude.

La présence, donc, des délégués européens à notre rencontre est une valeur ajoutée précieuse qui contribuera notamment à favoriser l'application de nos recommandations dans les instances appropriées, tant au Mali même que sur le plan international, le cas échéant.

Chers camarades, chers amis

Je voudrais, pour finir, réitérer à tous nos invités nos remerciements pour l'amitié qu'ils nous ont faite de venir à cette manifestation. Je voudrais également remercier du fond du cœur les militantes et les militants du **PNDS-Tarayya** de s'être mobilisés si nombreux, comme à leur habitude pour donner tant d'éclat à cette cérémonie.

Je vous remercie.